

L'emploi et les jeunes, déficit d'intégration, déficit de participation

Diagnostic, pistes pour la réflexion et l'action

G
R
A
S
P
E

Avec un taux moyen de 22% de chômage parmi les moins de 25 ans, les jeunes européens appellent à la solidarité entre générations et à une action publique européenne prioritaire. Les 7,5 millions de jeunes entre 15 et 24 ans actuellement ni en emploi ni en formation ni à l'école représentent le risque d'une « génération perdue ».

A l'initiative du Groupe Europe de l'UEF et du Groupe de réflexion sur l'avenir du service public européen, le 12 juillet 2012 à Bruxelles, trois représentants des jeunes européens engagés ont rencontré Henri Malosse, président du groupe des employeurs du Comité économique et social européen, et Brigitte Degen, de la Commission européenne- DG Emploi. Outre un diagnostic sombre de la situation actuelle des jeunes en Europe, ils ont appelé à une action prioritaire de l'Union européenne pour les jeunes et avec les jeunes.

Le Groupe Europe de l'Union des Fédéralistes Européens et le Groupe de réflexion sur l'avenir du service public européen (GRASPE) ont organisé le jeudi 12 juillet un débat public sur le thème des jeunes et de l'emploi en cette période de crise. Les participants de la table ronde devaient apporter des pistes de réflexion et d'action pour faire face à la précarisation croissante et à la hausse dramatique du chômage parmi les jeunes en Europe.

Mme VLANDAS du GRASPE, co-animatrice du débat, a précisé d'entrée que la dégradation des conditions d'emploi des jeunes pose la question des conditions matérielles de vie mais plus globalement aussi celle de leur place dans nos sociétés, de leur représentation, de leur pouvoir-faire et de leur possibilité de bâtir leur vie. De même les crises des dernières années nourrissent les populismes, les sectarismes, et toutes autres dérives qui sont un poison pour l'Union. Catherine VIEILLEDENT du Groupe Europe de l'UEF a chaleureusement félicité Henri Malosse pour son élection, la veille, à la présidence du Comité économique et social européen. Elle a rappelé qu'un an avant, exactement, le groupe Europe avait invité Alain Lamassoure pour parler de « Budget européen : Vivre au-dessous de ses moyens » devant un public de fonctionnaires et de personnel des institutions. Elle présente ensuite les participants et salue une jeunesse engagée qui se mobilise dans le monde et en Europe pour porter dans le débat public la question de la cohésion sociale et de la solidarité intergénérationnelle et pour œuvrer à la création d'un corps politique dans l'Union européenne.

Brigitte DEGEN (DG Emploi, Commission européenne) a tout d'abord souligné que la petite unité « Emploi des jeunes » est de création récente (janvier 2010) et a également dans ses domaines de compétences le microcrédit et l'entrepreneuriat. La Commission entend en effet donner la possibilité aux jeunes de trouver des carrières alternatives, en dehors du salariat, grâce à l'entrepreneuriat et à la mise à disposition de crédits. Sujet au centre des préoccupations de la Commission ces derniers mois, notamment par la volonté du président José Manuel Barroso, à la vue des chiffres inquiétants du chômage et la détérioration des possibilités d'emploi parmi les jeunes. Certains chiffres font littéralement froid dans le dos. Ainsi, 22,4% des jeunes européens (de moins de 25 ans) sont au chômage, taux deux fois et demi plus élevé que celui des adultes. Le total de 5,52 millions des jeunes demandeurs d'emploi dans l'Union a crû de 1 million entre 2008 et 2010 et le chômage à long terme s'élève à 6,3% (contre 2,4% en 2008). 7,5 millions de jeunes entre 15 et 24 ans ne sont actuellement ni en emploi ni en formation ni à l'école. De plus, chiffre peut-être le plus inquiétant pour le futur, 12,6% des jeunes qui veulent travailler ne cherchent plus d'emploi. Le chômage des jeunes coûte chaque année 1% du PIB de l'Union Européenne.

L'Initiative sur les perspectives d'emploi des jeunes lancée en décembre dernier par la Commission pour la période 2012/2013 demande aux Etats membres de faire un meilleur usage des fonds de l'Union disponibles, notamment le Fonds Social Européen, d'accroître les places en apprentissage et de prendre en considération les recommandations faites lors du Semestre européen au début de cette année pour les programmes nationaux de réforme en 2012. Elle tend également à étendre la « Garantie Jeunes » à d'autres pays que ceux l'ayant déjà établi (Finlande, Suède et Autriche) et promeut de la même manière un Cadre européen pour la qualité des stages. La mobilité des jeunes est encouragée dans les différents programmes européens (*Your first Eures Job, Erasmus, Leonardo da Vinci, Erasmus pour les entrepreneurs, Service Volontaire Européen*) pour leur permettre d'acquérir de l'expérience dans différents pays européens. La Commission souhaite soutenir l'apprentissage, les jeunes entrepreneurs et les entreprises sociales à travers l'assistance technique à l'accès au Fonds Social Européen. Un « Paquet Emploi » doit être adopté en décembre 2012. Mme Degen a tenu à souligner pour conclure que la plus grande difficulté sera de toucher les jeunes qui ne s'inscrivent pas au chômage et ne sont pas répertoriés dans les Etats.

M. Henry MALOSSE, le tout prochain Président du Comité Economique et Social Européen, a d'abord souligné la singularité de la situation actuelle : l'UE cumule non seulement une crise dans l'Europe mais aussi à une crise de l'Europe, qui rend encore plus criants les dommages causés par les crises des dernières années. La seule issue pour en sortir est dans le fédéralisme et l'établissement d'une gouvernance européenne qui pourrait convaincre les Européens et leur donner un espoir. Les perspectives pour les jeunes en matière d'emploi et de conditions de travail sont très sombres (voir le rapport de l'OIT) et les politiques de l'UE ne sont pas à la hauteur des enjeux. L'état d'esprit, tant des pouvoirs publics que des corps intermédiaires et des entreprises, n'est pas du tout positif à l'égard des jeunes qui font face à trop d'obstacles avant de pouvoir montrer leurs compétences et leurs capacités.

Il faudrait d'ailleurs selon lui bannir dans les offres d'emploi la demande d'expérience qui est véritablement discriminatoire. Ce conservatisme de la société européenne (une « société bloquée ») nécessite des réponses radicales pour éviter une catastrophe sociale. Il faudrait s'inspirer de certains pays qui font plus confiance aux jeunes et notamment à leur esprit d'entrepreneuriat. La mobilité ne devrait plus être une mobilité forcée pour des raisons économiques mais volontaire, en tant que moyen d'améliorer ses compétences. Pour cela, l'apprentissage des langues étrangères devrait être amélioré.

M. Malosse introduit quatre éléments d'action prioritaires pour le futur. Tout d'abord, la gouvernance européenne devrait être approfondie afin d'établir un véritable leadership au niveau européen. Deuxièmement, la participation des jeunes au processus décisionnel devrait se trouver encouragée pour remettre la jeunesse au centre des préoccupations et accroître la confiance des dirigeants politiques. Le « triangle d'or » que constituent l'innovation, l'éducation et l'esprit d'entreprise doit devenir le cœur d'une politique de dimension européenne. Le quatrième point constitue la ré-industrialisation de l'Europe pour sortir de la fiction d'une « économie de la connaissance » pour revenir à une conception de l'économie réelle et productive. Pour conclure, M. Malosse a évoqué la nécessité de mettre en place de projets européens mobilisateurs pour retisser un lien entre la jeunesse européenne et les institutions de l'Union européenne et de disposer d'un vrai budget.

Henri LASTENOUSE, Secrétaire général de l'association « Sauvons L'Europe », a appelé à un plus grand poids de l'Union européenne. Les Etats membres sont englués dans des dettes qu'ils n'ont pas les moyens de payer (« Qui va payer ? »). Quant aux politiques, ils sont surtout soucieux de s'attirer l'électorat des seniors (la génération d'après-guerre qui a préservé ses privilèges). De plus, les jeunes sont devenus la variable d'ajustement des décisions économiques des entreprises. Ainsi, il est besoin de développer un agenda générationnel et d'entamer un véritable dialogue avec les générations nouvelles qui vont hériter de la dette (« La dette sans la dote »). Son association tente une action sur le terrain, y compris via une pétition au Parlement européen. M. Lastenouse a fustigé par ailleurs la peur de l'UE face au risque, ce qui rend impossible la relance, l'investissement et l'objectif de niveau de vie. Il a aussi déploré le manque de moyens à disposition des jeunes pour trouver des financements. Ainsi, les jeunes créateurs vont en Californie afin de se retrouver dans un climat plus favorable où des moyens financiers sont disponibles pour des projets à risque. Il faut sortir de cette crise de manière solidaire et mieux gérer la transition générationnelle en Europe.

Luca SCARPIELLO, vice-Président du Forum Européen des Jeunes a souligné la dimension macro-économique pour régler le problème du chômage et de la précarité de la jeune génération. La « Garantie Jeunes » a besoin de croissance pour être véritablement soutenable socialement. Sans croissance, l'innovation est bloquée. L'austérité constitue le plus grand ennemi des jeunes à qui elle ne donne aucune perspective d'avenir. Il a déploré le manque de moyens au niveau européen et mis en avant l'utilité de faire de la jeunesse une priorité horizontale dans les politiques de l'Union : la précarité des jeunes doit devenir également un sujet au niveau européen et la coordination des différents programmes devrait être améliorée. L'intégration du cadre de qualité pour les stages, proposé par le Forum Européen de la jeunesse, dans les projets de la Commission est un bon signe mais les perspectives pour le budget de l'UE sont inadéquates. L'approfondissement du marché unique européen pour les travailleurs doit viser à assurer aux personnes un certain niveau de protection sociale quelque soit leur lieu où elles travaillent. Il n'y aura pas de reprise sans implication des jeunes.

Baki YOUSOUFOU, Président de la Confédération Etudiante, syndicat étudiant en France, a précisé que le syndicat qu'il préside est pro-européen, fait plutôt rare dans les organisations syndicales d'étudiants où la méfiance envers les politiques et, plus précisément, la construction communautaire est très répandue. Le corps enseignant des universités diffuse le scepticisme vis-à-vis de l'Union européenne à l'ensemble des étudiants. Il a exprimé sa frustration de voir les jeunes toujours intervenir en dernier sur la question de la jeunesse et les politiques en leur faveur sempiternellement passer après les autres politiques. La jeune

génération ne peut pas ou n'a pas l'impression de pouvoir déterminer son destin, ce qui alimente sa méfiance envers les grandes entreprises qui ont licencié beaucoup de leurs proches ces dernières années et détruit, à coup de licenciements de masse, les tissus territoriaux et familiaux qui protègent les jeunes de la précarité totale. Aussi les jeunes tendent-ils à privilégier les petites structures. Deux voies leur sont ouvertes : la création de leur propre emploi, ou la mobilité. Il rappelle que le chômage frappe 26 millions de jeunes entre 15 et 35 ans ! Une enquête parmi les jeunes créateurs d'entreprise a montré que 80% des projets sont abandonnés par manque de support budgétaire et, à l'université de Villetaneuse, 70% des étudiants sont boursiers.

L'Union européenne devrait se ressaisir pour améliorer l'emploi des jeunes alors que les gouvernements nationaux sont trop dépendants électoralement des seniors. Comme piste d'action pour accroître les possibilités d'emploi chez les jeunes, il faudrait encourager l'initiative des jeunes et les aider à créer leur business plan. Les jeunes entrepreneurs ne sont pas assez aidés lors de la création d'une entreprise. Pour conclure, il affirma que l'Europe ne pourra pas se faire sans sa jeunesse car les jeunes ont de l'énergie et il n'y a pas de croissance sans énergie.

UN DIALOGUE S'ETABLIT ENSUITE AVEC LA SALLE. Un membre du public souligne que l'Union européenne n'a pas de compétence en matière d'emploi des jeunes ni les moyens de faire des politiques ambitieuses dans ce domaine. Cependant, José Manuel Barroso s'est mis en colère à ce sujet. La meilleure façon de rapprocher les jeunes des politiques européennes serait de mettre en place des projets mobilisateurs de dimension européenne. Un autre membre du public a mis en avant la politique régionale et le besoin de coopération transfrontière pour les jeunes, tout spécialement à travers des programmes européens (Programme Interreg).

M. Malosse a relevé que le traitement des candidatures pour les programmes de l'UE prend plus d'un an, ce qui nuit à sa crédibilité car le temps perdu ne se rattrape pas facilement en économie, surtout pour les projets transfrontières. Il a déploré aussi le fait que les responsables européens ne fassent pas assez la promotion des programmes européens destinés aux jeunes entrepreneurs. Mme Degen a rappelé que la Commission a mis à l'honneur les jeunes dans les recommandations qu'elle a adressées aux Etats membres. Elle espère que les jeunes des pays européens les reprendront à leur compte pour faire pression sur les gouvernements nationaux. Elle a aussi reconnu aussi ne pas être très écoutée au sein de sa DG et au sein de la Commission lorsqu'elle met le sujet des jeunes sur la table. Il existe un problème de leadership au niveau européen. En outre, le rapport de force politique dans la Commission est défavorable aux politiques progressistes envers les jeunes et là où quelques services ont obtenu davantage de postes, la DG Emploi doit travailler à personnel constant. Pour les pays actuellement en très grande difficulté en Europe (la Grèce et le Portugal), la DG ECFIN a mis à l'index toute proposition de la part de la DG Emploi qui visait à redonner de l'espoir aux jeunes dans ces pays.

Mme Vlandas a témoigné de la difficulté de trouver des canaux pour parler aux jeunes et entamer un dialogue avec eux. M. Lastenouse a pointé du doigt le manque criant de relais dans les institutions de l'UE pour les jeunes, particulier les 15-25 ans qui n'ont pas de représentants politiques au parlement. Bien entendu, la société civile n'a pas à se substituer au pouvoir public démocratiquement élu mais doit agir différemment. Le vice-Président du Forum Européen des Jeunes a jugé qu'il y avait moins besoin de nouveaux programmes que de meilleure gestion des fonds en ciblant davantage les priorités, notamment vers les jeunes,

et en cherchant plus de représentativité dans le public ciblé. Il a même parlé d'un blackout des questions de jeunesse dans les programmes. M. Youssoufou a évoqué la trop grande lourdeur des programmes européens pour des jeunes, souvent sans le sou au début de leur projet. Ainsi s'il faut mettre plus de moyens à disposition des jeunes, il faut aussi se soucier de faciliter leurs démarches administratives. M. Lastenouse a prolongé le débat en soulignant que le problème est le manque de croissance et non la dette.

Les différents interlocuteurs ainsi que les organisateurs sont tombés d'accord pour continuer le débat. M. Malosse a promis que le Comité Economique et Social Européen tâcherait d'être le relais entre les jeunes et les représentants politiques au niveau européen.

Organisateurs :

<http://graspe.eu/>

[Groupe Europe de l'UEF : http://www.federalists.eu/?id=14132](http://www.federalists.eu/?id=14132)

La table ronde

[henri malosse](#)

<http://www.confederation-etudiante.org>

<http://www.quivapayer.eu/>

[Forum européen de la jeunesse](#)

Initiatives de la Commission :

[Jeunesse en mouvement](#)

[Initiative sur les perspectives d'emploi des jeunes](#) (page dans toutes les langues)